

Cambodge, extension du domaine de la ChinePar **Gabriel Gresillon** | 29/01 | 07:00**Routes, ponts, barrages : dans le petit royaume du Sud-Est asiatique, les milliards chinois coulent à flots. Aubaine ou malédiction pour le développement ?**

Il y a quelques années encore, la scène aurait été chinoise. Plus précisément, elle se serait déroulée dans une de ces régions côtières de la Chine dans lesquelles avaient afflué des millions de ruraux à la recherche d'un salaire. Un grand hangar, des entassements de tissus de toutes les couleurs aux extrémités, et environ 200 têtes baissées sur leurs machines à coudre, installées les unes derrière les autres. Une ambiance plutôt concentrée sans être pour autant oppressante. Mais la peau des visages est ici trop mate pour être chinoise. Des Chinois, il n'y en a que quelques-uns : ils assurent le management de cette usine de confection de vêtements située dans la banlieue de Phnom Penh.

Dans son bureau juste à côté, He Enjia dirige les opérations de cette société baptisée « Sunkind Textile ». Il a quitté la Chine en 1996, pour installer au Cambodge sa première usine. A l'époque, il était un pionnier. Sa délocalisation n'avait qu'un but : contourner les quotas qui plafonnaient les exportations de textiles chinois. Mais aujourd'hui, le secteur a explosé. Il génère plus de 4 milliards de

dollars de recettes par an, ce qui en fait, de très loin, le pilier des exportations cambodgiennes. Dans un pays de seulement 14 millions d'habitants, l'industrie textile assure plus de 300.000 emplois autour de la capitale. Elle est pour beaucoup dans la croissance annuelle de 7 % qu'affiche, en moyenne, le royaume depuis une décennie.

Ce sont les Chinois qui mènent la danse. Ils se sont laissé séduire par un cadre législatif très favorable. « *Pour investir, le Cambodge est le pays le plus facile d'Asie* », résume Daniel Zarba, le directeur général de la Chambre de commerce franco-cambodgienne. Mais plus encore, ils viennent profiter du différentiel de coûts de production avec la Chine. « *Ici, un salarié me coûte en moyenne 150 dollars par mois, contre 600 en Chine. Compte tenu de la moindre productivité des Cambodgiens, cela représente au final une main-d'oeuvre deux fois moins chère* », estime He Enjia.

« *Les Chinois, c'est simple, ils gèrent plus de 80 % des usines textiles* », assure Chea Mony, qui dirige l'un des rares syndicats indépendants du pays. « *Le management est presque toujours chinois* », explique-t-il, avant de juger que les choses ne sont pas simples avec ces patrons « *qui ne parlent pas cambodgien et sont souvent désagréables* ». Sunkind Textile apparaît toutefois comme le contre-exemple parfait. Confirmation d'une ouvrière de dix-neuf ans heureuse d'avoir quitté son précédent employeur chinois « *qui payait mieux mais [● nous] traitait vraiment moins bien* ».

Le textile n'est que la partie la plus visible d'un phénomène bien plus large. Au Cambodge, dans l'industrie forestière, les mines, l'agriculture, la construction, l'énergie, les Chinois font leurs affaires. Les six barrages électriques en construction dans le pays ? Ils sont tous aux mains d'entreprises chinoises. Les mines du Nord ? Elles sont souvent exploitées par des groupes venus de Chine. *« J'ai même vu l'armée chinoise garder l'entrée d'une mine »*, s'étrangle un Européen en poste dans la capitale cambodgienne. A la toute récente Bourse de Phnom Penh, où une seule société - d'Etat - est cotée, on le reconnaît volontiers. *« Dans de multiples secteurs, les investisseurs chinois sont essentiels pour nous »*, concède Charles Lu, le vice-directeur de la « Phnom Penh Securities ». Les groupes chinois auraient investi 9,1 milliards de dollars dans le pays entre 1994 et 2012.

Une dimension politique

Ce n'est rien à côté de ce qui vient d'être annoncé. Sans appel d'offres préalable, deux groupes chinois viennent de signer un accord par lequel ils s'engagent à déboursier conjointement... 9,6 milliards de dollars. Une somme colossale avec laquelle ils prévoient de bâtir une usine sidérurgique produisant un million de tonnes d'acier et de fer par an, une ligne de chemin de fer de 400 kilomètres, et, enfin, le port qui permettra d'exporter le métal !

A ce stade, la déferlante prend une dimension politique. L'argent chinois est d'abord une aubaine pour un régime qui trouve là le moyen rêvé d'offrir à ses concitoyens les infrastructures qui améliorent le quotidien. Il est même devenu indispensable pour les finances nationales. Car le Cambodge présente, chaque année, un budget très largement déficitaire : avec un système fiscal rudimentaire, les recettes tournent autour de 2 milliards de dollars, quand les dépenses avoisinent plutôt les 3 milliards. Sok Chenda Sophea, le secrétaire général du Conseil pour le développement du Cambodge, résume la situation : *« La Chine est devenue notre premier bailleur. Pendant longtemps, c'était le Japon qui avait ce rôle, avec des prêts de 120 à 130 millions de dollars par an. Pékin, depuis trois ou quatre ans, est passé devant, avec des financements annuels allant de 300 à 350 millions de dollars. »* Et ce ministre délégué auprès du Premier ministre d'ajouter : *« Il y a là des raisons politiques que je ne nie pas. »*

C'est bien le problème. A force d'ouvrir grand ses portes aux financements chinois, le Cambodge est soupçonné par certains de ses voisins d'avoir vendu son âme. Le sommet des pays d'Asie du Sud-Est (Asean) qui s'est tenu à l'automne dernier à Phnom Penh en fut l'illustration. Le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, en se rendant sur place juste avant, avait à nouveau sorti le carnet de chèques. Résultat : les nombreux litiges territoriaux qui opposent Pékin à ses voisins en mer de Chine du Sud n'ont pas été mis à l'ordre du jour, garantissant à Pékin la possibilité de continuer à traiter chaque dossier sur une base bilatérale. L'objectif du Vietnam ou des Philippines était au contraire de serrer les rangs pour parler d'une seule voix face à un géant de plus en plus décomplexé et encombrant. Mais Hun Sen, le Premier ministre cambodgien qui règne en maître sur le pays de façon quasi ininterrompue depuis 1985, a tenu la barre.

L'idée d'une domination chinoise sur son pays agace manifestement Sok Chenda Sophea. *« Je ne me sens pas dominé. Je ne subis pas une pression infernale au quotidien. Par contre, j'essaie au maximum de faire entrer dans le jeu les Occidentaux, pour maintenir un équilibre »*, précise-t-il. Quant à la prépondérance des investisseurs chinois dans le secteur des ressources naturelles, il l'explique par le fait que ceux-ci sont arrivés en premier. *« Il y a des gens qui arrivent quand le riz est déjà cuit »*, plaisante-t-il

en évoquant le Japon ou la Corée du Sud.

Dans cette affaire, il y a même un petit goût de revanche face aux Occidentaux donateurs de leçons. *« Nos chers Européens sont très sensibles aux droits de l'homme, à l'égalité des sexes, à ces sujets dont on discute volontiers dans les grands cafés parisiens »,* s'amuse Sok Chenda Sophea. *« Moi aussi, je crois en la démocratie, poursuit-il. Mais mon premier travail, c'est que mes compatriotes ne meurent pas de faim, qu'ils aient accès aux soins, qu'ils aient de l'électricité. Et on peut dire ce qu'on veut, mais la Chine, en construisant des infrastructures, des barrages, des routes, nous aide. »*

L'avocat d'affaires et ancien secrétaire d'Etat au Commerce Sok Siphana ne dit pas autre chose. *« Les grands bailleurs de fonds internationaux, avec leur bureaucratie, leurs critères de l'OCDE, débloquent les sommes au compte-gouttes avec une énorme déperdition administrative. Avec les Chinois, nous gagnons un temps fou, pour des prix plus concurrentiels. »* Là encore, les Occidentaux en prennent pour leur grade : *« On nous dit que les Chinois ne respectent pas les règles du jeu. Mais de quel jeu parle-t-on ? Et qui en a fixé les règles ? »* Pour lui, pas de doute : c'est la croissance chinoise qui tire la région, et c'est donc à elle qu'il faut s'arrimer. Simple pragmatisme.

Soupçons de corruption

Quelques bémols s'imposent pourtant. Le projet tout en un à 9,6 milliards de dollars visant à extraire, transformer et exporter le minerai de fer est jugé par les observateurs étonnamment cher. Corruption ? L'hypothèse mérite d'être formulée. A l'image de ce barrage dont la construction a finalement été confiée aux Chinois alors qu'une société occidentale aux références plus que solides dans la région proposait une offre plus complète incluant *« la formation des Cambodgiens, les mesures de protection de l'environnement, et même la solution de financement »,* explique un proche du dossier. Lequel ne voit qu'une conclusion à cette mésaventure : un pot-de-vin.

« J'ai vu beaucoup de pays corrompus, mais jamais dans ces proportions », résume un bon observateur. Les histoires ahurissantes sont légion, qui illustrent une société dans laquelle une élite se partage sans états d'âme les richesses et abuse de ses prérogatives, tandis que le dénuement le plus criant persiste au coin de la rue. Un industriel européen, après avoir comparé le Cambodge et le Laos, a choisi le second pour implanter sa base de production, malgré son enclavement, car les demandes éhontées de pots-de-vin de ses interlocuteurs cambodgiens l'ont définitivement refroidi.

Les Chinois n'ont pas créé ce contexte, mais ils y prennent leurs aises. En reproduisant ici ce qu'ils ont fait chez eux - un développement décomplexé par rapport à l'environnement ou à la formation des travailleurs - il y a de quoi estimer, avec un économiste, qu'ils *« n'aident pas le Cambodge à bien se développer »*. Ce dernier constate que le petit pays n'a *« pas actionné les deux leviers qui ont permis à d'autres, en Asie, de décoller : l'investissement dans l'éducation, ici totalement négligée, et le choix de devenir incontournable dans un secteur industriel donné. »* Avec cet argent facile qui coule à flots, Phnom Penh n'a guère d'incitation à enclencher le laborieux processus du développement. Pour la Chine, les affaires peuvent continuer.

Gabriel Grésillon, Les Echos Envoyé spécial au Cambodge

Les points à retenir

Si le Cambodge affiche depuis dix ans une croissance annuelle de 7 % en moyenne, les investissements chinois y sont pour beaucoup.

L'argent déversé par son puissant voisin permet au régime cambodgien de renflouer ses finances et d'offrir des infrastructures de base à ses concitoyens. Mais à trop dépendre des financements chinois, le pays est soupçonné par certains d'avoir vendu son âme.

Share

Écrit par **Gabriel GRESILLON**

Correspondant à Pékin

ggresillon@lesechos.fr

[Tous ses articles](#)

Tous droits réservés - Les Echos 2013